

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 26 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JEANTIL

RUE DE LA TERTRAIS

ZAC DE LA HAUTIERE

35590 L'HERMITAGE

Code AIOT : 0005501426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement JEANTIL implanté rue de la Tertrais ZAC de la Hautière 35590 L'HERMITAGE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JEANTIL
- RUE DE LA TERTRAIS - ZAC DE LA HAUTIERE - 35590 L'HERMITAGE
- Code AIOT : 0005501426
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JEANTIL est spécialisée dans la fabrication de matériel agricole pour l'élevage, l'épandage

et le transport.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Respect des VLE - conformité des rejets	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - I	Demande d'action corrective	3 mois
6	Surveillance des rejets - mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10-1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8	Sans objet
2	Points de rejets - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8	Sans objet
3	Points de rejets - dilution	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8 et 9	Sans objet
5	COV à mention de danger - contrôle	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'équipe d'inspection n'a pas constaté d'écart majeur par rapport à la réglementation relative aux émissions de composés organiques volatils. Cependant, l'exploitant doit veiller au respect de la fréquence annuelle de réalisation des mesures périodiques par un organisme agréé. En outre, il lui appartient de garantir la représentativité des prochaines mesures qui seront réalisées à partir de 2025 en tenant compte des spécificités des process mis en œuvre. Il convient également qu'il révise son plan de gestion des solvants afin que celui-ci comporte notamment une évaluation des émissions diffuses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser autant que possible les émissions.
Constats : L'exploitant identifie neuf rejets canalisés de composés organiques volatils au sein de l'établissement. L'équipe d'inspection n'a pas constaté, lors de la visite, d'émissions non collectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Points de rejets – caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Points de rejets
Prescription contrôlée : Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne doit pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois, etc.). Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il n'est pas techniquement possible de regrouper certains rejets canalisés afin de réduire le nombre de points d'émission, notamment du fait de l'espace sous-toiture réduit. L'équipe d'inspection n'a pas fait de constat tendant à remettre en cause l'analyse de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de rejets – dilution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8 et 9
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dilution
Prescription contrôlée : Art. 8 : La dilution des effluents est interdite. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration. Art. 9 : Des volumes de gaz peuvent être ajoutés aux gaz résiduels à des fins de refroidissement ou de dilution lorsque cette opération est techniquement justifiée, mais ils ne sont pas pris en considération pour la détermination de la concentration en masse du polluant dans les gaz résiduels.
Constats : L'équipe d'inspection n'a pas constaté la dilution de rejets canalisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des VLE - conformité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : I. Seuils de consommation et valeurs limites d'émissions Les émissions de composés organiques volatils des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 1978 ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II du présent arrêté.
Constats : Selon le plan de gestion des solvants pour l'année 2023, la consommation annuelle de solvants a été supérieure à 15 tonnes (20 tonnes). Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques établi par l'organisme DEKRA le 21 juin 2024 fait apparaître pour la Ligne Pièces – SAS Désolvatation avant Etuvage finition la concentration moyenne de 60,7 mg/m ³ . S'agissant d'une opération de séchage, la valeur limite d'émission est fixée à 50 mg/m ³ . A noter la variabilité des concentrations mesurées lors des trois essais (84,4, 85,7 et 12,2 mg/m ³).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de se conformer aux dispositions de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019, l'exploitant doit mettre en conformité les émissions issues du sas de désolvatation avant Etuvage finition de la ligne Pièces.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : COV à mention de danger – contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contrôle des COV à mention danger
Prescription contrôlée : II. Composés organiques volatils à mention de danger [...] Les émissions soit de composés organiques volatils auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, soit de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H341 ou H351, sont contrôlées dans des conditions maîtrisées, dans la mesure où il est techniquement et économiquement possible de le faire en vue de protéger la santé publique et l'environnement, et ne dépassent pas les valeurs limites d'émission pertinentes fixées dans le présent arrêté.
Constats : Les fiches de données de sécurité des produits suivants ont été examinées : <ul style="list-style-type: none">• Durcisseur 30794 P• Primaire 2K EP 4/1 31455 ES IVOIRE RAL1014• Durcisseur EP 31455B• Finition THES 2K PU 2/1 31488 ES GRIS RAL7016• Finition THES 2K PU 2/1 31488 ES ROUGE RAL3020• Solvant de rinçage NEUTRALIS. 6131 Selon les fiches présentées, les produits utilisés ne comportent pas de mention de danger visées à l'article 9.1 - II de l'arrêté ministériel du 13/12/2019.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des rejets - mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire rejets COV
Prescription contrôlée : Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement : <ul style="list-style-type: none">• au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an ;• au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an. Trois valeurs de mesure au moins sont relevées au cours de chaque campagne de mesures.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire rejets COV
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait procéder en 2024 à une campagne de mesures des concentrations en composés organiques volatils dans ses rejets canalisés. En 2023, la campagne annuelle n'a pas été réalisée.</p> <p>L'examen du rapport de mesures de la campagne 2024 conduit l'équipe d'inspection à émettre des réserves sur la représentativité des mesures réalisées. En effet, l'organisme de contrôle a réalisé trois essais durant chacun 30 minutes minimum. Cette méthode de référence est adaptée à un fonctionnement en continu. Les modalités de production de la société Jeantil s'apparentent davantage à un fonctionnement par cycle. Il est donc observé pour la majorité des rejets canalisés de composés organiques volatils une grande variabilité des mesures de concentrations lors des essais de 30 minutes.</p> <p>L'équipe d'inspection a rappelé que l'arrêté ministériel du 11 mars 2011 permet d'adapter les durées de mesures en cas de fonctionnement par cycle, ce qui est le cas de l'activité d'application et de séchage de peintures exercée par la société Jeantil.</p> <p>Au-delà des modalités de prélèvements qui doivent être révisées, il a été identifié en séance, sur la base des représentations graphiques des mesures de concentrations réalisées, des pratiques conduisant à des pics de concentrations dans les cabines de peinture (mise en charge des pistolets de peinture) alors que l'exploitant prévoit des modalités visant à les prévenir. Il appartient à l'exploitant de sensibiliser le personnel sur cet aspect pour limiter ces pics de concentration.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de se conformer aux dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019, l'exploitant doit veiller à procéder annuellement à une campagne de mesures des composés organiques volatils dans ses rejets canalisés.</p> <p>Préalablement à la prochaine campagne de mesures qui doit se dérouler en 2025, afin de disposer de mesures représentatives de son activité et compte tenu du fonctionnement par cycle de l'activité peintures, l'exploitant définira, en concertation avec l'organisme de contrôle chargé d'effectuer les mesures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les phases de fonctionnement à caractériser pour chaque point de rejet canalisé • le nombre d'essais à réaliser et leur durée pour chaque point de rejet canalisé. <p>Ces modalités seront définies en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Enfin, il est nécessaire que l'exploitant sensibilise son personnel sur les bonnes pratiques à mettre en œuvre afin de limiter les émissions de composés organiques volatils, plus particulièrement lors de l'application de peinture.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.
Constats : L'exploitant a transmis des éléments sur la consommation de solvants de l'installation. L'exploitant a confirmé à l'équipe d'inspection qu'il ne génère pas de boues solvantées. Les éléments présentés ne correspondent néanmoins pas à ce qui est attendu dans un PGS. Ainsi, contrairement à ce qui est supposé dans le document présenté par l'exploitant, il existe nécessairement des émissions diffuses liées à l'activité de peintures. Il est donc nécessaire d'exploiter les données issues des campagnes de mesures sur les rejets canalisés afin d'en déduire la part de diffus liés à l'application et au séchage de peintures. Il faut pour cela que ces campagnes soient représentatives de l'activité du site. Il est rappelé que les concentrations en sorties des rejets canalisés sont exprimées en équivalent carbone ce qui diffère de la quantité de COV émis. Il sera nécessaire d'en déduire les quantités de COV rejetées par le calcul.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de répondre aux dispositions de l'article 10-1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019, l'exploitant doit revoir son plan de gestion des solvants afin que celui-ci présente la quantité de COV émis de manière diffuse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois